

Ford-Blanquefort: les salariés attendent le verdict de la direction du travail



Un syndicaliste devant l'entrée de l'usine Ford de Blanquefort, le 27/02/18. / © NICOLAS TUCAT / AFP

La Direction du travail (Direccte) doit annoncer ce lundi si elle valide ou non le "plan de sauvegarde de l'emploi" de Ford pour son usine de Blanquefort, étape décisive pour un site industriel emblématique de Gironde qui compte salariés.

Par SP avec AFPPublié le 28/01/2019 à 10:24 Mis à jour le 28/01/2019 à 10:50

Les syndicats souhaitent que le PSE soit retoqué pour gagner du temps. Le constructeur américain, qui avait annoncé il y a près d'un an sa volonté de se désengager de l'usine de boîtes de vitesses implantée en 1972, avait refusé en décembre un offre de reprise de la société franco-belge basée à Strasbourg Punch-Powerglide, pourtant appuyée par l'Etat et les syndicats. Une offre qui porterait sur environ 400 emplois.

La Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi (Direccte) de Nouvelle-Aquitaine doit rendre sa décision ce 28 janvier pour instruire et rendre une décision sur le PSE soumis par Ford.

Philippe Poutou (CGT) espère que le PSE sera retoqué

Une non-homologation de ce plan, qu'espèrent ardemment les syndicats, permettrait "de

gagner du temps" crucial, en l'occurrence quelques semaines supplémentaires pour que Ford réponde aux objections de la Direccte.

"L'urgence c'est la non-homologation lundi, sachant très bien que cela ne règle pas tout. Cela donne seulement un répit, une chance supplémentaire. Mais c'est déterminant, incontournable", a estimé vendredi Philippe Poutou, délégué CGT à Ford-Blanquefort, au sortir d'une réunion à Bercy avec une délégation de l'intersyndicale.

"Il faut se donner les moyens de faire plier Ford, et aussi pour que le projet de reprise se concrétise", résume à l'AFP M. Poutou. Car le délai supplémentaire, estime-t-on de sources syndicales, permettrait à Punch de consolider son offre, notamment "produire une ou des lettres d'intention" (de commandes) de constructeurs. Une assurance qui, du point de vue du personnel, se fait attendre.

Dans le cas d'une homologation par la Direccte, "Ford va dérouler son PSE" et compliquer le scénario d'une reprise, craint-on de mêmes sources. Le plan intéresserait une partie du personnel. Des prises de contact d'un cabinet de reclassement avec le personnel ont déjà eu lieu ces dernières semaines. Et le personnel le plus qualifié, facilement reclassable, est justement celui que Punch pourrait souhaiter conserver.

"Si le plan est accepté, il sera difficile de continuer vers la reprise", estime-t-on de source proche du dossier.

Pour autant, le sort de Ford-Blanquefort ne serait pas forcément encore scellé, "si l'offre de reprise se consolidait entretemps", veut-on croire de source syndicale. Une rencontre entre l'intersyndicale et Punch-Powerglide est prévue début février en Alsace.

Si Ford reste sur son refus de cession, Philippe Poutou, lui, estime qu'"il faut tout envisager, y compris les plans de secours". Il se redit "favorable à ce que l'Etat envisage de prendre le contrôle de l'usine (...) pour la rendre disponible à un autre projet". Un rachat provisoire, "solution originale" à laquelle le ministre de l'Economie Bruno Le Maire s'était dit "prêt" en décembre.

La décision de Ford mi-décembre de refuser l'offre de Punch, après des mois d'implication de l'Etat pour trouver un repreneur, avait provoqué une levée de boucliers politiques, locale, et nationale, jusqu'au président de la République qui avait jugé l'attitude du constructeur "hostile et inacceptable".

Une "trahison", avait estimé le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno LeMaire.

Il a assuré depuis, début janvier, que "les discussions continuaient" pour convaincre Ford de ne pas fermer l'usine. Discussions sans aucune garantie, convient-on de sources concordantes. Et sur fond d'horloge qui tourne, avec la fin de production à Blanquefort, déjà au ralenti, programmée pour fin août 2019.

Philippe Martinez, le patron de la CGT demande au gouvernement de "réquisitionner" l'usine

Invité de France Inter ce lundi 28 janvier, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez a appelé le gouvernement à réquisitionner l'usine Ford de Blanquefort (Gironde), menacée de fermeture.

"Ford a bénéficié d'aides publiques colossales". Cela fait trois semaines que j'ai demandé officiellement au gouvernement non pas de la racheter mais de la réquisitionner. Pourquoi la racheter ? Ford a bénéficié d'aides publiques colossales. L'usine est déjà payée, je pense, deux ou trois fois, donc il faut la réquisitionner. (...) L'usine, elle est payée depuis des années, donc on la prend. Et Ford va mettre ses billes ailleurs", a lancé le numéro 1 de la CGT.

Ecoutez les déclarations de Philippe Martinez ce lundi matin chez nos confrères de France Inter ►



[France Inter](#)

✓ [@franceinter](#)

Philippe Martinez appelle à réquisitionner l'usine Ford de Blanquefort : "Ford a bénéficié d'aides publiques colossales [...] c'est scandaleux de donner des aides publiques" pour ensuite devoir racheter l'usine quand elle est menacée [#le79inter](#)

43

[08:50 - 28 janv. 2019](#)

35 personnes parlent à ce sujet

"Il faut durcir la loi Florange"

"Ce n'est pas plus difficile que ça : c'est prolonger et durcir la loi Florange" qui contraint les entreprises d'au moins 1 000 salariés à chercher un repreneur avant toute fermeture d'établissement. "Je la connais bien cette usine. Il y a quelques années, elle avait plus de 1 000 salariés, et petit à petit, on l'a baissée en-dessous du seuil des 1 000, et maintenant la loi Florange ne s'applique pas. Mais il faut durcir la loi Florange", a estimé le secrétaire général de la CGT.